

Pékin signe le plus grand accord commercial de la planète avec 14 pays d'Asie

A l'issue de près dix ans de pourparlers, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle Zélande et les nations de l'Asean ont entériné, ce dimanche, la création d'une zone de libre-échange couvrant 30% de la population mondiale.

Une intégration économique qui se fait sans les Etats-Unis.



(Kham/Reuters)

Par **Yann Rousseau**

Publié le 15 nov. 2020 à 11:52 Mis à jour le 16 nov. 2020 à 8:35

Lancées à Bali en Indonésie en 2011, les négociations du plus grand accord de libre-échange de la planète ont été conclues ce dimanche à Hanoï, au Vietnam. Les dirigeants de quinze pays d'Asie et du Pacifique se sont retrouvés virtuellement, à l'occasion d'un sommet en ligne, pour signer l'acte de naissance du Partenariat régional économique global (RCEP) qui va graduellement faire baisser les tarifs douaniers appliqués à la plupart des marchandises échangées dans la région.

Doper les échanges entre quinze nations

Si ces pourparlers ont parfois été très tendus, du fait des tensions géopolitiques entre les différents pays négociateurs et ont même vu l'Inde quitter abruptement les discussions, les gouvernements ont voulu accélérer leurs échanges afin de valider le pacte en pleine crise de la covid-19. «Il s'agit d'un symbole fort. Il fallait conclure au moment où l'économie mondiale souffre», note Alex Capri, un chercheur à la Hinrich Foundation, également professeur à National University of Singapore. «C'est un accord positif qui va permettre de doper les échanges commerciaux et les flux d'investissements entre ces quinze nations», confirme Rajiv Biswas, l'économiste en chef d'IHS Markit pour la zone Asie Pacifique.

Plus de 90% des composants automobiles « Made in Japan » seront, par exemple, exemptés de tarifs douaniers lorsqu'ils entreront en Chine. Les produits laitiers australiens arriveront eux, moins chers, dans les supermarchés de Thaïlande. Partout, les procédures douanières seront aussi simplifiées par l'adoption de règles d'origine préférentielles.

Chiffres clés des principaux accords commerciaux en Asie

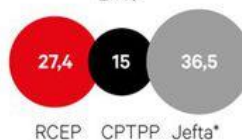
Etats du partenariat régional économique global (RCEP)



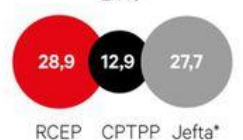
Les Etats du partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP)



Part du commerce mondial
En %



Part du PIB mondial
En %



Part de la population mondiale
En %



*Japan-EU Free Trade Agreement

LES ÉCHOS / SOURCE : CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE

La Chine, grande gagnante

[Porté à l'origine par les dix membres de l'Asean - Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, les Philippines, la Thaïlande, Singapour et le Vietnam -](#), le RCEP intègre aussi l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Japon, la Corée du Sud et la Chine qui apparaît comme l'une des grandes gagnantes de la nouvelle architecture construite sans les Etats-Unis.

Pékin, qui avait jusqu'ici privilégié les accords commerciaux bilatéraux, se retrouve soudain au coeur d'un pacte multilatéral qui va concerner 30 % de la population mondiale et impacter une zone économique représentant 29 % du PIB de la planète. « *Alors que les exportateurs chinois souffrent de la guerre commerciale avec les Etats-Unis, le renforcement des liens avec les membres du RCEP va leur permettre d'encore diversifier leurs marchés* », remarque Rajiv Biswas.

Washington, qui redoute la montée en puissance de cette influence chinoise, avait poussé, avec Tokyo, [la création, sans Pékin, d'un autre accord de libre-échange baptisé le Partenariat transpacifique \(TPP\) mais l'administration Trump a décidé de se retirer de ce pacte finalement entré en vigueur en 2018.](#) Lors de la campagne électorale, le président élu Joe Biden a évoqué un éventuel retour des Etats-Unis dans le traité mais ce processus s'annonce extrêmement compliqué.

Un accord à l'ancienne

Ravi de ces hésitations américaines, le pouvoir chinois a accepté, ces derniers mois, d'importantes concessions tarifaires, pour précipiter la conclusion du RCEP. Il a aussi réussi à convaincre les pays d'Asie du Sud-Est de ne pas inclure dans le texte des réglementations plus « politiques » sur l'environnement, les normes sociales ou le poids des entreprises d'Etat qui auraient nécessité encore plusieurs années d'échanges, et agacent certains gouvernements. « *Le RCEP est un accord à l'ancienne qui se concentre essentiellement sur les barrières douanières. Or beaucoup sont déjà tombées en Asie et dans le reste du monde* », insiste Alex Capri.

S'il n'encourage pas une harmonisation aussi forte que celles mises en place au sein de l'Union européenne ou de l'USMCA (la version actualisée de l'ALENA) en Amérique du Nord, le nouvel accord représente tout de même une accélération symbolique forte de l'intégration économique de l'Asie. Il va pousser les entreprises européennes et américaines à y implanter de plus en plus de centres de production pour bénéficier des tarifs douaniers privilégiés et ainsi rester compétitives dans la région. Cette année, l'Asie dans son ensemble va générer plus de 50 % de l'ensemble du PIB mondial. Un ratio qui n'atteignait pas 20 % en 1980.

Yann Rousseau (Correspondant à Tokyo)